



COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

**Revue de presse
du 02 au 08 Décembre 2017**

*Les articles contenus dans ce document
n'engagent que les auteurs et les sources
dont ils émanent. Ils ne reflètent en
aucun cas une position officielle de la COI*

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1	Culture	3
○	En marge de PORLWI BY NATURE : Le « Cétacé mystérieux » - Vers la protection d'une espèce migratrice	
1.2	Energie Renouvelable	4
○	Énergies renouvelables (Reportage) De belles initiatives solaires à Ngazidja	
○	Énergies Renouvelables : Atteindre les 55% en 2030	
1.3	Sécurité Maritime	6
○	Somalie : La COI dirige la coalition internationale sur la piraterie	
○	PIRATERIE EN MER—APRÈS LES SEYCHELLES : La COI prend la présidence du groupe de contact	
○	[VIDEO] La Commission de l'Océan Indien prend la présidence du Groupe de contact sur la piraterie au large des côtes somaliennes	
○	Lutte contre la piraterie : La COI prend la main pour 2 ans	
○	(Média) OCEAN INDIEN- La Commission de l'Océan Indien (COI) succède aux Seychelles à la présidence du Groupe de contact sur la piraterie au large des côtes somaliennes	
○	Commission de l'océan Indien : deux jours pour trouver un accord sur la sécurité maritime	

II. Centres d'intérêts

1.1	Changement Climatique	13
○	Pas un euro de plus pour les énergies fossiles : Appel de 80 économistes pour lutter contre le réchauffement climatique.	
1.2	Environnement	15
○	La FAO prévient que les sols sont négligés -Célébration de la « Journée mondiale des sols »	
1.3	Pêche	17
○	MNP : 10 millions d'Euros pour un projet de pêche côtière durable	
1.4	Tourisme	18
○	Tourisme - Le secteur évolue avec fragilité	

Week-End Sunlights

Porlwi by Nature, l'édition 2017 est lancée. Le festival durera cinq jours, du 29 novembre au 3 décembre. Une grande manifestation avec accent sur la protection de l'environnement. Le public est invité pendant ces cinq jours à voir les rues historiques de notre capitale imaginées, habitées par nos artistes. C'est le renouvellement urbain qui sert de thème cette année – réhabiliter, rénover sans détruire, sans raser, rester connecté à la terre. « C'est une exploration, un défi d'intégrer la Nature dans le quotidien de nos vies. Porlwi by Nature est une célébration de l'essence même de la vie sur Terre. Aujourd'hui dans les villes du monde, les communautés se rassemblent pour reconstruire la ville de demain... » Jardins imaginaires, fresques, édifices peints de lumières, plus somptueux, le festival fait appel à la créativité de nos artistes. Le festival 2017 s'inscrit dans le contexte à rebours du 50e anniversaire de l'indépendance de Maurice qui sera célébré le 12 mars 2018. Astrid Dolah, directrice de *Move for Art* et initiatrice de ce festival a déclaré à l'ouverture du festival, le 29 novembre : « Nous faisons de notre mieux pour que le festival soit le plus inclusif possible. Tous les Mauriciens et visiteurs peuvent le temps de respirer, ressentir la nature et se reconnecter à notre environnement... » Ce festival de culture contemporaine est accessible au public de 19 heures à minuit.

Arts & culture

Week-End - dimanche 3 décembre 2017 36

■ PORLWI BY NATURE ■

Vers le renouvellement urbain



EN MARGE DE PORLWI BY NATURE Le « Cétacé mystérieux »

Vers la protection d'une espèce migratrice



Il s'agit d'une exposition itinérante, bilingue (français et anglais) qui vise à valoriser une espèce migratrice, la baleine à bosse et à sensibiliser le jeune public à son apport économique dans l'océan Indien. Le vernissage de l'exposition a eu lieu le 28 novembre à l'ancien bâtiment de l'United Docks, près de l'Aapravasi Ghat, Port-Louis. Le public est invité à découvrir le monde des baleines jusqu'au 3 décembre 2017 et du 7 décembre au 31 janvier 2018 au Rajiv Gandhi Science Center, Port-Louis. Cette activité est organisée par la Commission de l'océan Indien (COI) à

travers son programme Biodiversité. Histoire, anatomie, migration, alimentation, légendes... la baleine à bosse livre une partie de ses secrets. L'exposition « Cétacé Mystérieux » a été élaborée par l'artiste commissaire Tatiana Patchama qui propose une scénographie interactive. « La baleine à bosse, géant des océans, est le résultat d'une incroyable évolution. Selon des études de suivi par balise satellitaire, les îles de l'océan Indien partagent la même population de baleines à bosse. D'où l'importance d'une stratégie régionale de conservation de ces mammifères marins. Les

baleines, en particulier les baleines à bosse, migrent dans la région océan Indien durant l'hiver austral pour se nourrir et se reproduire. Leur présence est valorisée par le whale watching (activités d'observation) et constitue un apport économique important pour les pays de la région. » A Maurice, l'observation des cétacés (dauphins et baleines) constitue une activité populaire auprès des touristes aussi nationaux qu'internationaux. Selon une étude réalisée par le MMCS, 77000 touristes ont opté pour cette activité contribuant à près de 4 millions de dollars à l'économie mauricienne.





panneaux hôpital nord (7)
L'Union des Comores a décidé de se tourner vers les énergies renouvelables. Des initiatives ont été entreprises dans ce sens dans différentes villes et villages de la Grande Comore. Reportage à Mitsamiouli et Ouzioini.

Le Centre hospitalier de Mitsamiouli fait partie des rares entités à s'être tourné vers les énergies renouvelables. Depuis mars dernier, cet hôpital situé à 40 Km de la capitale de Ngazidja a procédé à l'installation d'une centrale solaire comptant 72 panneaux solaires et 24 batteries. Aujourd'hui, cette source d'énergie assure le fonctionnement de cet hôpital de 87 lits. « La centrale a permis le développement de l'hôpital. Avant, on avait des soucis avec l'électricité vu que la Ma-mwé n'arrivait pas à nous en fournir de manière régulière », explique Azadinou Bacar, le directeur

général du centre.

L'énergie solaire est utilisée dans l'ensemble des services à l'exception de la radiologie, du bloc opératoire et du service de stérilisation qui exigent plus d'énergie. « On avait recours aux générateurs ou bien aux bougies lorsqu'il y avait une coupure de la Ma-mwé. Avec le solaire, les patients se sentent plus à l'aise », précise le directeur.

A quelques mètres de cet hôpital se trouve le service de la maternité. « Grâce à cette mini centrale solaire, les accouchements se déroulent dans de meilleures conditions », déclare Laila Himidi, la major du service de maternité.

Elle ajoute : « Avec le solaire, on a plus de facilité pour travailler, surtout quand il s'agit de cas délicats comme la réanimation des enfants ou bien les naissances difficiles qui nécessitent des ventouses ».

ÉNERGIES RENOUVELABLES (REPORTAGE)

De belles initiatives solaires à Ngazidja

Certes, le service manque de matériel mais cette sage femme de formation a connu bien pire : « On avait d'énormes difficultés en l'absence de source d'énergie. Des fois, le pire se produisait. Des bébés mourraient parce qu'on n'avait pas pu les réanimer ».

Au centre de la ville, l'association pour le Rassemblement des Mitsamiouliens (Rasmi) s'est tournée également vers le solaire pour l'éclairage public. Une vingtaine de poteaux ont été installés le long de la route principale, par l'association ou par des particuliers qui marquent symboliquement leurs noms sur les poteaux. « Le fait d'être éclairé comme ça est source de sécurité mais aussi une opportunité pour la population de faire du commerce le soir », explique Soilih Mhadjou, un jeune de Mitsamiouli.

C'est dans cet esprit que le gouvernement comorien, avec l'appui de la Commission de l'Océan Indien, envisage de se tourner vers la mixité énergétique. C'est à dire coupler plusieurs énergies renouvelables et se détacher progressivement des énergies fossiles que sont le diesel ou le fioul lourd.

Actuellement, le pays utilise 1% d'énergies renouvelables et veut atteindre les 55% d'ici l'horizon 2030. A Ouzioini, le centre hospitalier

a fait les premiers pas en installant 6 panneaux solaires et 6 batteries pour son fonctionnement. Mais cette mini-centrale commence à perdre de son autonomie. « Au départ, on fonctionnait 24h/24h avec le solaire. Mais ces derniers temps, les batteries ne fonctionnent que 3h de temps par jour » regrette le Dr Abdoulohab Mohamed, médecin en chef de l'hôpital. « Avec ces conditions, on a vraiment du mal à fonctionner. Des fois, les patients sont privés d'éclairage ou bien on a du mal à faire nos analyses », poursuit ce cardiologue de formation.

À l'école publique d'Ouzioini située à quelques mètres de l'hôpital, les élèves nagent au contraire dans le bonheur. L'établissement possède 32 panneaux solaires avec 8 batteries et permet en plus aux élèves d'y suivre des cours de soutien, la nuit.

La directrice des énergies renouvelables à la vice-présidence en charge de l'énergie encourage la population à utiliser davantage de telles solutions. Selon elle, le pays regorge d'énormes potentiels en énergie renouvelable. La géothermie à la Grande Comore, le solaire dans les trois îles, l'hydraulique à Anjouan et l'énergie éolienne. « Il ne faut pas s'arrêter à l'électricité de la Ma-mwé. On veut inciter les gens à s'équiper en énergie solaire et encourager les communautés à continuer dans ce sens. On espère avoir assez de ressources pour pouvoir les accompagner dans leur initiative », explique Farida Ahmed Karim, la directrice des énergies renouvelables à la vice-présidence en charge de l'énergie.

Dans ce sens, les Comores sont soutenues par la Commission de l'Océan

Indien qui appuie également Maurice et Madagascar à travers 17 projets dont 4 dans notre pays. Parmi eux, on peut citer un projet sur la filière Ylang-Ylang. Il s'agit de former 100 agents sur les techniques de la distillerie et sur le projet entrepreneurial. Un programme sur les déchets domestiques (voir par ailleurs) et un autre sur les cuisiseurs autonomes ont également été lancés. Aujourd'hui, les Comores et Madagascar importent 90% de leur énergie commerciale, Maurice 52% de produit pétrolier et 95% pour les Seychelles.

Cela a de graves répercussions sur le coût de l'énergie (en particulier l'électricité), la balance de paiements, la situation financière des compagnies d'électricité et les budgets de l'Etat.

Mohamed Yousseuf

Le Karthala, l'espoir pour sortir du noir

Les Comoriens misent beaucoup sur la géothermie pour disposer d'une énergie stable et pérenne. La géothermie est cette vapeur qui sera récupérée au cœur du Karthala pour en faire de l'électricité. En Grande Comore, le besoin en électricité est estimé à 13 mégawatt pour éclairer l'ensemble de la population ; or selon les premières études, le Karthala pourrait produire jusqu'à 45 Mégawatts ! Le Bureau Géologique des Comores a terminé ses études de surface. Actuellement, il recherche les fonds pour entamer les forages de 1600 à 1900 m de profondeur, les réservoirs d'eau, les études environnementales et la route d'accès. Le coût est estimé à 47 millions de dollars. Le Bureau Géologique des Comores assure détenir 45% de la somme et cherche encore le moyen de compléter le reste. « Cette phase 2 nécessite beaucoup d'infrastructures. Si on arrive à avoir les fonds, on sera au rendez-vous en 2022 », assure Mohamed Chaire, le directeur technique au BGC. Il faudra ensuite construire la centrale électrique, dont le coût est estimé à 73 millions de dollars.

MY

Brève

Les Comores, Madagascar, les Seychelles importent au moins 90 % de leur énergie commerciale (principalement du gazole) et Maurice 52 % de produit pétrolier. Cette dépendance aux énergies fossiles a des impacts sur le coût de de l'électricité. Ce qui est évidemment une contradiction pour une zone à fort potentiel en ressources renouvelables. C'est dans ce cadre que la Coi entend mettre en œuvre quelques initiatives pour les énergies

Energies renouvelables Atteindre les 55% en 2030

Les énergies propres commencent à prendre place aux Comores. Surtout que ces dernières années, le pays a connu pas mal de délestages prolongés. Certes, parle-t-on d'une stabilité énergétique grâce à la nouvelle centrale électrique de la Ma-mwe, mais le gouvernement comorien entend se lancer dans les énergies renouvelables. Sachant que la population comorienne dépend à 90% de l'énergie fossile.

Considérée aux Comores comme une solution efficace dans certaines régions, l'énergie renouvelable continue sûrement mais lentement sa percée ici.

Dans la capitale du nord, Mitsamihulu, par exemple : son hôpital tourne à l'énergie verte. Un hôpital qui assure la santé de près de 20 mille personnes de la région et près de 8 mille de la ville. Ses 87 lits sont éclairés 24h/24 avec une énergie propre, et ce après l'installation il y a six mois d'une mini centrale solaire équipée de 72 panneaux photovoltaïques et de 24 batteries.

Toutefois, les appareils du service de radiologie, du bloc opératoire, de la stérilisation et les climatiseurs sont assurés par la Ma-mwe ou le groupe électrogène. "Avant, on était obligé de payer le gazole pour le groupe", se souvient le directeur général de l'hôpital pôle de Mitsamihulu, Azadinou Bacar. Soit 40 mille francs pour les 80 litres. Quand la machine était en panne, les patients utilisaient des bougies pour éclairer leurs chambres. Au service de la maternité, quatre autres panneaux solaires ont été déjà installés avant les 72 autres. Sous les cris des nouveau-nés, Laila Himidi, major dudit service, confie qu'avant l'installation du solaire, "il était pénible de réanimer

les bébés au point qu'ils étaient évacués à Moroni. Nous avons malheureusement perdu deux à trois enfants faute d'électricité". Ce n'est pas seulement à l'hôpital que l'on se sert des énergies renouvelables.

2 à 3 bébés décédés

Au centre-ville de Mitsamihulu, une vingtaine de poteaux équipés de petits panneaux solaires assurent l'éclairage public. Ils sont implantés tous les 50 mètres par des associations, entreprises, des particuliers à raison de 400 mille francs, soit 800 euros. "Des vendeurs de brochures en profitent bien mais pas qu'eux. La lumière assure avant tout une certaine sécurité pendant la nuit", témoigne Solihli Mhadjou, bouliquier de la place.

A un kilomètre de la mairie, l'école primaire publique Magaza accueille aujourd'hui 500 élèves. Electrifiée en solaire à travers un projet de l'association Rasmi, émanant de la diaspora de France, l'école dispose de quarante-deux panneaux solaires. "Pendant les périodes de pluies, nous n'arrivons pas à voir ce qui était écrit au tableau, faute d'électricité. Maintenant, ce n'est plus qu'un lointain souvenir", sourit Amina Inoussa, élève de la classe de CM2. Des cours de soutien et des projections vidéo y sont organi-



sés le soir. Dans le sud de Ngazidja, une autre école profite des rayons de soleil.

A Uziwani, village de trois mille habitants, 297 élèves connaissent l'énergie verte six mois après la construction de leur école primaire : trente-deux panneaux solaires et huit batteries depuis 2015 financés à hauteur de quarante-trois mille euros. 100% solaire? "Oui, d'ailleurs à partir de 18h, les élèves de Cm2, 3^{ème} et de la terminale y suivent des cours de soutien dans le cadre des examens nationaux", se félicite Abdillahi Halifa, membre de l'association Ioid qui a aidé à monter le projet.

Batteries endommagées

A quelques centaines de mètres de l'école, en revanche, le soleil ne "brille pas". Un centre de santé à Uziwani était éclairé via l'énergie propre depuis 2008. Aujourd'hui, les six panneaux solaires ne fournissent de l'électricité que durant quatre heures de temps dans les

services de ce centre équipé de 25 lits. "Depuis hier, le transformateur est endommagé. Nos batteries doivent être renforcées voire remplacées", se désole Abdoulwahab Mohamed Youssouf, médecin chef de la place. Ainsi, les produits pharmaceutiques et des analyses ne sont pas bien conservés. Il faut même ajourner certains résultats d'analyses.

Année de sensibilisation

Malgré ces difficultés, le gouvernement comorien s'est fixé l'objectif d'arriver à un mix énergétique avec 55% d'énergies renouvelables à l'horizon 2030. Comment ? Grâce au volcan et la géothermie, aux rivières et l'hydro-électricité, au vent et à l'éolienne, au soleil et au photovoltaïque, aux déchets et au biogaz. Reste à savoir si les autorités et la population ne risquent pas d'oublier les projets verts puisque la Ma-mwe parvient aujourd'hui à fournir de l'électricité de façon régulière. "2018 sera l'année où il faut

dra sensibiliser les gens sur les énergies propres, proposer des accompagnements via les crédits bancaires pour que les ménages puissent s'équiper", fait savoir Farida Ahmed Karim, directrice des énergies renouvelables à la vice-présidence en charge de l'Énergie. Dans cette politique ambitieuse, les Comores sont soutenues par la Commission de l'Océan Indien.

Treize projets d'énergies vertes sont financés par le programme "Coi-Energies" à Madagascar et Maurice, et quatre autres aux Comores.

Il s'agit notamment de créer une filière de production de cuiseurs et de distillateurs d'ylang qui permettront de réaliser jusqu'à 45% d'économie en bois, une aubaine pour le pays qui souffre de déforestation. Le dernier projet vise à mettre en place une microcentrale électrique, fonctionnant au gaz provenant de la fermentation des ordures domestiques.

Nazir Nazi



Somalie : La COI dirige la coalition internationale sur la piraterie

Posted by **N. Martin**



COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

La **Commission de l'Océan Indien** succède ce vendredi aux Seychelles à la présidence du Groupe de contact sur la piraterie au large des côtes somaliennes. L'actuel président du CGPCS, l'Ambassadeur Barry Faure des Seychelles, passera le flambeau au président de la **COI**, représenté par le **Secrétaire général, Hamada Madi**. Le CGPCS avait été créé en 2009 pour lutter contre la piraterie au large des côtes somaliennes.

Le Groupe de contact sur la piraterie au large des côtes somaliennes (CGPCS) regroupe 68 pays et 24 organisations internationales.

Lors de la 20^{ème} réunion plénière qui s'est tenue à Maurice en juillet dernier, la **COI** a été désignée pour succéder à la République des Seychelles à la présidence de cette coalition internationale dès 2018. Cette présidence du CGPCS par la **COI** est une opportunité de renforcer le plaidoyer régional en faveur de la mobilisation des moyens pour la sécurisation des espaces maritimes, indispensable pour le développement de l'Indianocéanie et le commerce international.

PIRATERIE EN MER—APRÈS LES SEYCHELLES : La COI prend la présidence du groupe de contact



La Commission de l'océan Indien (COI) succèdera vendredi aux Seychelles à la présidence du groupe de contact sur la piraterie au large des côtes somaliennes. Le groupe de contact sur la piraterie au large des côtes somaliennes (CGPCS) regroupe 68

pays et 24 organisations internationales. Lors de la 20e réunion plénière, qui s'est tenue à Maurice en juillet dernier, la COI a été désignée pour succéder aux Seychelles à la présidence de cette coalition internationale dès 2018. La cérémonie de passation de pouvoirs est prévue demain après-midi à l'hôtel Labourdonnais.

Au-delà de l'aspect symbolique de la cérémonie, l'accession de la COI à la présidence de cette plateforme d'envergure confirme la volonté de l'organisation de faire de la sécurité maritime son cheval de bataille. En effet, partie prenante du programme pour la promotion de la sécurité maritime (MASE) et financée par l'Union européenne, la COI participe activement au mécanisme régional de renforcement des moyens pour contrer la piraterie et les autres crimes, menaces et risques en mer. Ainsi, la prise de présidence du CGPCS par la COI est une opportunité de renforcer le plaidoyer régional en faveur de la mobilisation des moyens pour la sécurisation des espaces maritimes, indispensable pour le développement de l'Indianocéanie et le commerce international.

Par ailleurs, la piraterie, bien que largement réduite, est loin d'être de l'histoire ancienne, en témoigne encore l'actualité récente. Des pirates somaliens ont en effet été appréhendés par la mission européenne Atalante avant d'être transférés aux Seychelles, montrant bien que le groupe de contact reste un mécanisme nécessaire et pertinent pour mobiliser différents fronts sur la piraterie et d'autres problématiques liées à la sécurité maritime.

[VIDEO] La Commission de l'Océan Indien prend la présidence du Groupe de contact sur la piraterie au large des côtes somaliennes

Posted by **N. Martin**

La **Commission de l'Océan Indien** prend la présidence du Groupe de contact sur la piraterie au large des côtes somaliennes. Après les Seychelles, l'organisation assumera ce rôle durant les 2 prochaines années. La passation de présidence a lieu vendredi soir entre le secrétaire d'état Seychellois, Barry Faure, et **le secrétaire général de la COI, Hamada Madi** à Port Louis.

Reportage de Daniella Ithier :



COI et ses Projets

Sécurité Maritime

04 Décembre 2017

<http://freedom.fr/lutte-contre-la-piraterie-la-coi-prend-la-main-pour-2-ans/>



Lutte contre la piraterie : la COI prend la main pour 2 ans



La Commission de l'océan Indien (COI) succède à la République des Seychelles à la présidence du Groupe de contact sur la piraterie au large des côtes somaliennes (CGPCS). L'Ambassadeur Barry Faure, Secrétaire d'État des Seychelles et président en exercice du Groupe de contact, a symboliquement passé le flambeau à la présidence

de la COI, représenté par son Secrétaire général, lors d'une cérémonie de passation qui s'est tenue à Port-Louis le 1er décembre. La COI débutera son mandat pour une période de deux ans, ce 1er janvier 2018.

L'Ambassadeur Barry Faure a présenté le bilan de la présidence seychelloise du CGPCS devant un parterre d'invités. Satisfait du travail accompli lors de son mandat, il a déclaré : « Nous avons pu enclencher des mécanismes plus adaptés pour combattre la piraterie, et la prise de présidence du CGPCS par la COI est une suite naturelle dans mesure où cette organisation régionale a toujours été impliquée dans la lutte contre la piraterie et les autres menaces et risques en mer à travers son Unité antipiraterie basée aux Seychelles, le programme MASE et aussi en co-président depuis 2014, le groupe de travail 1 du CGPCS axé sur le développement de capacité régionale ».

Pour le Secrétaire général de la COI, Hamada Madi, qui représentait Vishnu Lutchmeenaraidoo, chef de la diplomatie mauricienne et président du Conseil de la COI, cette nouvelle responsabilité « permettra à la COI de poursuivre et d'amplifier l'action des Seychelles à la présidence du CGPCS. Nous comptons sur l'implication effective de tous les membres du Groupe de contact car nous sommes liés par des intérêts communs. La sécurisation des routes maritimes de l'océan Indien est un défi qui dépasse le seul cadre de la région. C'est surtout un défi que nous pouvons relever collectivement

» a-t-il fait ressortir lors de son allocution pendant la cérémonie de passation.

Par ailleurs, l'Union européenne, premier partenaire de la **COI** pour promouvoir la sécurité maritime dans la région de l'Afrique orientale et australe et de l'océan Indien (AFOA-OI), confirme son soutien à la Commission de l'océan Indien pour ce nouveau mandat. « Le **programme de sécurité maritime (MASE)** témoigne de notre soutien et engagement pour aborder les problématiques liées à l'insécurité maritime. La mise en place des deux centres régionaux permettra de mieux coordonner les échanges d'informations et agir efficacement », a souligné l'Ambassadeur de l'Union européenne, Madame Marjaana Sall.



AMBASSADEUR BARRY FAURE, PRÉSIDENT EN EXERCICE DU CGPCS PASSE LE TÉMOIN AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA COI, MONSIEUR HAMADA MADI

Message du président du CGPCS, l'Ambassadeur Barry Faure

« Malgré les avancées au niveau des dispositifs mis en place pour lutter contre la piraterie, les récents événements rappellent combien il est important de rester vigilants et de poursuivre les efforts collectifs pour assurer la sécurité sur les routes maritimes très empruntées d'Afrique orientale et australe et de l'océan Indien.

La piraterie somalienne est une réalité et nous, les petits États insulaires de l'océan Indien, nous sommes les plus vulnérables.

La République des Seychelles a été le premier pays de l'océan Indien à occuper la présidence depuis la création du Groupe de contact sur la piraterie au large des côtes somaliennes. Nous avons voulu, pendant ces deux ans de mandat, donner l'exemple et être proactifs dans la coordination des échanges et l'élaboration des stratégies pour trouver des méthodes innovantes afin de répondre efficacement à ce problème qui va au-delà de notre région. Nous avons énormément travaillé avec la **Commission de l'océan Indien** dans le cadre du CGPCS et je suis confiant dans sa capacité à répondre aux attentes et surtout à garder la cadence. La République des Seychelles a fini son mandat mais restera active dans la lutte collective contre la piraterie. »



(Média) OCEAN INDIEN- La Commission de l’Océan Indien (COI) succède aux Seychelles à la présidence du Groupe de contact sur la piraterie au large des côtes somaliennes

By Manolotsoa Narindra RABEMILA



L’Ambassadeur Barry Faure, Secrétaire d’État des Seychelles et président en exercice du Groupe de contact, a symboliquement passé le flambeau à la présidence de la COI, représenté par son Secrétaire général, lors d’une cérémonie de passation qui s’est tenue à Port-Louis le 1er Décembre. La COI débutera son mandat pour une période de deux ans, ce 1er janvier 2018.

L’Ambassadeur Barry Faure a présenté le bilan de la présidence seychelloise du CGPCS devant un parterre d’invités. Satisfait du travail accompli lors de son mandat, il a déclaré : « Nous avons pu enclencher des mécanismes plus adaptés pour combattre la piraterie, et la prise de présidence du CGPCS par la COI est une suite naturelle dans mesure où cette organisation régionale a toujours été impliquée dans la lutte contre la piraterie et les autres menaces et risques en mer à travers son Unité antipiraterie basée aux Seychelles, le programme MASE et aussi en co-présidant depuis 2014, le groupe de travail 1 du CGPCS axé sur le développement de capacité régionale ».

07 Décembre 2017

<https://www.lexpress.mu/article/322278/commission-locean-indien-deux-jours-pour-trouver-un-accord-sur-securite-maritime>

Commission de l'océan Indien: deux jours pour trouver un accord sur la sécurité maritime

Par **Shelly Carpayen**



Divers représentants de de l'Union européenne, d'Afrique de l'Est, du Sud et de l'océan Indien assistent à une réunion sur la sécurité maritime à l'hôtel Intercontinental.

Trouver un accord afin de combattre le piratage en mer et le terrorisme. C'est l'objectif de la réunion de la **Commission de l'océan Indien (COI)** qui s'est ouverte, ce jeudi 7 décembre, à l'hôtel Intercontinental, Balaclava. Elle s'étale sur deux jours.

Une rencontre qui réunit les membres de différents pays d'Afrique, de l'Union européenne et de la **COI** sur le thème de la sécurité maritime pour les pays d'Afrique de l'Est, du Sud et de l'océan Indien. « Cela fait suite à la décision des ministres de confronter les points de vue de plusieurs États afin de trouver une solution commune entre les différentes parties », a fait ressortir **Hamada Madi, secrétaire général de la COI.**

Quatre thèmes seront abordés aujourd'hui pour aboutir à une conclusion positive et unanime sur la marche à suivre concernant la sécurité maritime. « Nous voulons établir une coordination entre tous les pays présents afin de combattre le terrorisme et le piratage en mer. »



<http://ile-maurice.niooz.fr/commission-de-l-océan-indien-deux-jours-pour-trouver-un-accord-sur-la-securite-maritime-22479288.shtml>



<http://fr.allafrica.com/stories/201712070958.html>



<http://www.lexpressmada.com/blog/actualites/coi-un-accord-sur-la-securite-maritime-a-trouver/>

Pas un euro de plus pour les énergies fossiles : Appel de 80 économistes pour lutter contre le réchauffement climatique.

À quelques jours d'un sommet sur le climat à Paris, 80 économistes déplorent l'absence dans les débats d'un problème qu'ils jugent primordial : le financement des énergies fossiles. Tous les investissements dans ce domaine doivent cesser, car ils représentent un danger pour la planète, soulignent-ils. Voici le texte de leur appel.



La route en mer est un investissement qui favorise les énergies fossiles : trafic de camions en hausse et priorité au tout-automobile.

Déclaration Finance Climat

En amont du sommet "Finance Climat" d'Emmanuel Macron, exigeons la fin immédiate des investissements dans la production des énergies et des infrastructures fossiles, et encourageons une augmentation massive des investissements dans les énergies renouvelables.

Nous, sous-signé.e.s, appelons à la fin immédiate de tout investissement dans de

nouveaux projets de production et d'infrastructure de combustibles fossiles, et encourageons une hausse significative du financement des énergies renouvelables. Nous publions cet appel à l'action à l'approche du sommet sur le climat organisé à Paris en décembre par Emmanuel Macron. Le président français et d'autres dirigeant.e.s se sont déjà exprimé.e.s sur la nécessité d'un soutien financier accru aux solutions climatiques, mais ont gardé le silence sur l'autre partie de l'équation, plus problématique : les financements qui continuent à être accordés à de nouveaux projets de production et d'infrastructures charbonnières, gazières et pétrolières.

Partout dans le monde, le changement climatique et les destructions environnementales prennent une ampleur sans précédent, et des actions inédites seront nécessaires pour limiter les conséquences néfastes de notre dépendance au pétrole, au charbon et au gaz.

Il est crucial de réduire drastiquement l'intensité carbone de nos systèmes économiques. Mais il est tout autant essentiel de mener sans délai des

actions ambitieuses pour mettre un terme à l'exploration et à l'expansion de projets fossiles ; ainsi que de gérer la baisse de la production existante, conformément aux objectifs de l'accord de Paris.

Les études montrent que le CO₂ contenu dans les gisements de combustibles fossiles actuellement exploités suffit à nous amener au-delà du seuil de réchauffement climatique critique. Les nouveaux projets d'exploration et de production sont incompatibles avec le maintien du réchauffement de la planète en dessous des +2 °C (et le plus près possible de +1,5 °C), mais de nombreux projets en cours devront être abandonnés plus rapidement qu'en suivant le rythme de l'épuisement des ressources. Pour le dire autrement : il n'y a plus de place pour de nouvelles infrastructures fossiles, et il n'y a donc aucune raison de continuer d'investir dans le secteur. Il est temps que l'ensemble des acteurs économiques mondiaux se tournent pleinement vers des énergies renouvelables sûres et d'abandonner les combustibles fossiles. Nous affirmons par cette lettre que les institutions de développement comme les investisseurs publics et privés ont la responsabilité urgente et l'obligation morale de montrer la voie en mettant fin à l'exploitation des combustibles fossiles.

La transition mondiale vers un avenir sobre en carbone est déjà entamée, et nous savons que l'abandon total des combustibles fossiles offre la possibilité de passer à un nouveau paradigme économique de prospérité et d'équité. L'expansion continue du charbon, du gaz et du pétrole ne fait que ralentir cette inévitable transition, tout en contribuant à exacerber les conflits, alimenter la corruption, menacer la biodiversité et les ressources d'eau et d'air non pollués, mais aussi à enfreindre les droits des peuples indigènes et ceux des pays et des communautés vulnérables.

La demande et l'accès à l'énergie peuvent et doivent être entièrement couverts par les énergies renouvelables du XXI^e siècle. L'idée que de nouveaux combustibles fossiles (comme l'attrait renouvelé pour le gaz) sont nécessaires à cette transformation est erronée, et elle contribue à bloquer la pénétration des énergies renouvelables. La communauté des investisseurs a le pouvoir de créer les conditions pour rendre ce changement possible. Les investissements actuels et futurs dans la production de combustibles fossiles vont à l'encontre d'une transition sûre et équitable visant à éviter des désastres climatiques encore plus grands.

Les investisseurs, les institutions et tous les acteurs internationaux du développement doivent reconnaître que la poursuite des investissements dans la production d'énergies fossiles est incompatible avec une réelle action pour le climat. Il faut au contraire accorder la priorité aux incroyables opportunités d'investissement que représentent les énergies 100 % renouvelables du futur, grâce auxquelles nous pourrions construire une économie saine tout en protégeant les salarié.e.s du secteur de l'énergie, les communautés et en tenant compte des limites écologiques d'une planète finie.

La FAO prévient que les sols sont négligés - Célébration de la « Journée mondiale des sols »

Alors que le monde célébrait, mardi, la « Journée mondiale des sols », l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a averti que les sols sont négligés. Elle ajoute, cependant, que cela peut être inversé.



Selon la FAO, 33 % du sol est dégradé modérément ou fortement en raison de l'érosion, de la perte de matière organique du sol, de l'épuisement des nutriments, de l'acidification, de la salinisation, du compactage et de la pollution chimique. Cependant, une gestion durable et des techniques agricoles prudentes peuvent inverser la tendance à

la dégradation des sols et assurer la sécurité alimentaire mondiale actuelle et future. « Le sol est l'endroit où tout commence », a souligné la FAO. « Peu de gens savent que les sols sont une ressource non renouvelable. Il faut plus de mille ans pour faire un centimètre de sol. Cela signifie que dans notre vie, tout le sol que nous voyons est tout ce qu'il y a ». La FAO affirme que les sols font pour nous des choses incroyables que nous prenons parfois pour acquises. « Ils soutiennent la production alimentaire, filtrent notre eau, sont la source de nos médicaments et nous aident à lutter contre le changement climatique et à s'y adapter ».

Source de 95 % de la nourriture

La FAO affirme que 95 % de la nourriture est produite dans les sols, ajoutant qu'on ne peut espérer nourrir la population croissante et produire 50 % de plus de nourriture dont nous avons besoin d'ici 2050 sans considérer et préserver la qualité de nos sols. La teneur en nutriments des sols influence directement celle des plantes cultivées en leur sein, ajoute-t-il, ajoutant que les sols échangent des nutriments et de l'eau avec les racines de la plante. « Plus le sol est sain, meilleure sera la culture. Le sol est une ressource non renouvelable et sa préservation est essentielle pour la sécurité alimentaire ».

Selon la FAO, prendre soin des sols signifie une plus grande biodiversité puisque les sols abritent un quart de la biodiversité de notre planète. Elle affirme qu'il y a plus d'organismes vivants dans une cuillère à soupe de terre qu'il n'y a de personnes sur Terre. « Nulle part dans la nature, les espèces ne sont aussi densément compactées que dans les sols. La biodiversité est importante pour le bien-être de notre planète. Elle aide les espèces à survivre et à s'adapter aux changements de la nature ». L'agence des Nations unies pour l'alimentation affirme que la préservation de la biodiversité signifie que « nous aidons à garder notre planète résiliente, adaptable et saine ».

Biodiversité à préserver

L'agriculture biologique, le pâturage en rotation, la rotation des cultures et l'agriculture de conservation peuvent préserver la biodiversité des sols. Ces méthodes augmentent durablement la productivité agricole sans dégrader les ressources en sols et en eau. Selon la FAO, le fait de prendre soin des sols signifie moins de gaz à effet de serre. Les sols aident à lutter contre le changement climatique et à s'y adapter, car lorsqu'ils sont gérés de manière durable, les sols peuvent jouer un rôle important dans l'atténuation du changement climatique (séquestration du carbone) et de la diminution des émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. « Des sols sains à haute teneur en matière organique peuvent également stocker de grandes quantités d'eau qui aident les cultures à faire face à la sécheresse et à s'adapter aux précipitations extrêmes ». La FAO dit que prendre soin des sols signifie également de meilleurs moyens de subsistance, du fait que des sols sains peuvent assurer la sécurité alimentaire, fournir de meilleurs moyens de subsistance et réduire la migration forcée. Elle souligne que les sols dégradés entraînent la perte de sources de nourriture et de moyens de subsistance, soulignant que plus de 10 millions de personnes ont abandonné leurs maisons en raison de problèmes environnementaux tels que l'érosion des sols, la désertification, la déforestation et la sécheresse.

La question de l'eau

La FAO affirme que la mise en œuvre de stratégies de gestion durable des sols qui aident les agriculteurs à faire face aux sécheresses à long terme et à la dégradation des sols peut aider les populations à choisir entre migrer ou rester chez elles. En outre, prendre soin des sols signifie une eau plus propre, car les sols sont la clé d'un approvisionnement en eau propre. Les sols captent, stockent et filtrent l'eau, ce qui la rend apte à la consommation, ajoute la FAO, ajoutant que les forêts des régions montagneuses empêchent non seulement l'érosion des sols, mais assurent également une eau potable de bonne qualité aux utilisateurs en aval. Les sols stockent également l'eau, la rendant disponible pour les cultures. Prendre soin des sols signifie également plus de médicaments car les sols sont importants pour la santé humaine, avec la plupart des antibiotiques bien connus provenant des bactéries du sol, y compris la pénicilline. Plus de 500 antibiotiques sont dérivés des microbes du sol, souligne la FAO.

MNP : 10 millions d'Euros pour un projet de pêche côtière durable

Une surexploitation des ressources halieutiques est observée depuis ces dernières années et ce, en raison de la pêche illicite. Ce qui a eu des effets néfastes aussi bien sur la biodiversité endémique marine du pays que pour la population qui en dépend pour sa survie. Pour y remédier, Madagascar National Parks (MNP) lance un projet intitulé « Pêche côtière durable » sur financement de la Coopération financière germano-malgache et ce, à titre de don.

Six régions. « Ce projet durera cinq ans et sera mis en œuvre dans six régions côtières de Madagascar », a exposé Guy Suzon Ramangason, le Directeur général de MNP lors de la signature de convention de partenariat avec les ONG qui se chargeront de l'exécution du projet dans leurs zones d'intervention. Il s'agit principalement de WWF, WCS, « Blue Ventures », GRET et MIHARI. « L'objectif consiste à contribuer à la gestion durable des ressources naturelles marines dans ces zones côtières de la Grande Ile tout en augmentant les revenus de la population locale », selon les explications du ministre en charge de l'Environnement, Johanita Ndahimananjara.

Etablissement des APGL. Notons que 28 400 personnes réparties dans 138 « fokontany » et 37 communes, bénéficieront de ce projet. Le projet va les appuyer pour une meilleure gestion des ressources marines. De nouvelles Aires de Pêches Gérées Localement (APGL) seront ainsi établies avec la mise en œuvre des accords sur l'utilisation des ressources naturelles. En outre, des méthodes de pêche améliorée et durable seront introduites, sans oublier l'appui aux organisations des pêcheurs surtout à l'amélioration de l'accès au marché. Des infrastructures pour la transformation et le stockage des produits de pêche seront également créées.

Navalona R.

Tourisme - Le secteur évolue avec fragilité



À fleur de peau. Le secteur touristique compte parmi les secteurs les plus sensibles du monde économique. Un rien peut le faire basculer, et ce dans tous les domaines que ce soient sociaux, politiques ou encore économiques. Pour Madagascar, ce secteur est toujours sanctionné au moindre évènement étant donné que les touristes sont extrêmement prudents. La dernière en date qui l'a touché est le problème sanitaire concernant la peste. Effectivement, la majorité des touristes ayant choisi Madagascar comme destination ont rebroussé chemin et d'autres ont trouvé des moyens pour ne pas passer par les villes touchées comme la Capitale.

« En un mois, nous avons enchainé des reports et annulations en raison de l'épidémie de peste parce que nos clients redoutent d'attraper cette fameuse maladie. Donc, soit ils nous demandent de leur trouver de nouvelles dates, soit ils sollicitent à ne pas passer par Antananarivo mais directement pour Nosy Be ou pour Sainte-Marie selon leurs envies. Ces changements ont engendré des dépenses mais également beaucoup de stress », affirme la responsable d'une agence de voyages située dans la Capitale. Mais aujourd'hui, les touristes reviennent petit à petit. Des restrictions ont même été levées comme aux Seychelles où les vols reliant ce pays à la Grande île ont déjà été rétablis.

Mis à part sa fragilité, le secteur touristique peine aussi à se développer à cause du manque d'investissements. Le tourisme pourrait, en effet, être une vraie source de devises et de revenus pour les acteurs et les professionnels du secteur. En plus, il touche plusieurs acteurs économiques comme les établissements hôteliers, les restaurants, les agences de voyages, les compagnies aériennes, les guides touristiques mais également les sites touristiques et les artisans. Ainsi, un certain investissement serait nécessaire pour que le secteur puisse se développer activement. Toutefois, le budget alloué au secteur touristique reste encore aujourd'hui à 35 000 euros contre 150 000 euros pour l'île Maurice, une somme issue des vignettes touristiques. Par conséquent, le secteur touristique malgache a vraiment besoin d'un coup de pouce pour pouvoir s'épanouir.

Propos recueillis par Rova R.